

ANNEXE 2 - Conférence de presse de Laurent Fabius

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a précisé les relations du gouvernement français avec le Tchad d'Idriss Déby dans une conférence de presse tenue en juillet dernier :

[...]

3. Déplacement au Tchad - Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius

Nous venons de rencontrer le président Déby. Je l'ai remercié de son accueil et je lui ai transmis les salutations amicales du président de la République. Nous avons tout d'abord fait un tour d'horizon, avec mon collègue ministre des Affaires étrangères et avec le président du Tchad, de la situation de nos relations bilatérales. Elles sont bonnes et nous sommes évidemment ouverts à tout approfondissement de ces relations qui sont traditionnelles et qui doivent se poursuivre. Et puis, nous avons examiné la situation régionale et en particulier la situation du Mali et, d'une façon générale, la situation au Sahel.

Nous sommes préoccupés, les uns et les autres, par ce qui se passe au Sahel et, en particulier, par la progression de l'organisation terroriste AQMI et la menace qu'elle représente. Le président Déby, qui connaît très bien ce sujet et la réalité locale, a procédé à une analyse qui me paraît extrêmement sérieuse de la menace que ce mouvement et ces terroristes constituent, pas seulement pour le Mali mais pour l'ensemble de la région. Nous avons échangé sur ces sujets et je retransmettrai aux autorités françaises les analyses du président du Tchad, qui connaît très bien la région. À ce titre donc, cette analyse doit être prise pleinement en compte.

Cette étape était une des étapes importantes de la tournée que nous avons faite avec quelques collègues dans la région. Je tenais à venir rencontrer le président du Niger, le président du Sénégal, le président Compaoré du Burkina Faso et à pouvoir rencontrer aussi le président du Tchad, puisque le Tchad n'est pas membre de la CEDEAO mais est tellement important pour la région.

Le président Déby est connu pour l'expérience qu'il a sur toute une série de problèmes qui concernent la région. Je repars donc avec le sentiment que la coopération entre le Tchad et la France va évidemment se poursuivre, se développer et, en même temps, avec une analyse pleine d'intérêts sur ce qui se passe dans la région.

Q - Monsieur le Ministre, vous avez évoqué, dans votre intervention, la situation du Mali. Vous avez dit également que cette crise constitue une menace pour les autres pays sahéliens. Que peuvent donc attendre les Africains de la part de la France par rapport à cette crise ?

R - Notre analyse est très convergente et, comme vous l'avez souligné vous-même, nous considérons, l'ensemble des pays concernés considèrent, que le terrorisme qui existe actuellement au Nord-Mali a des conséquences désastreuses pour le Mali et pour l'ensemble des pays voisins puisque, finalement, tout le monde est menacé directement ou indirectement. Alors la France, dans tout cela, veut jouer un rôle de facilitateur.

Partant de l'analyse de ce qui se passe au Mali, les Maliens - et vous savez que le président malien est revenu hier à Bamako - veulent constituer un gouvernement plus large, pour pouvoir procéder à un certain nombre de réformes et avoir ainsi une légitimité incontestée. Évidemment, en tant qu'amis de la démocratie, nous ne pouvons qu'être d'accord avec cela. Et puis, il y a des actions de développement qui vont devoir être menées. Nous les aiderons, soit directement, au niveau bilatéral, soit indirectement, à travers l'Union européenne ou les organisations internationales.

En outre, il y a la dimension de la sécurité, c'est ce à quoi vous faites allusion. Là, évidemment, il faut que le Mali puisse reconquérir son intégrité, et puis qu'il puisse y avoir, par rapport aux attaques et aux menaces terroristes, une réplique forte. La France peut jouer un rôle de facilitateur, mais pas du tout en se substituant aux Africains. C'est l'affaire des Africains, mais il est également nécessaire que des résolutions soient votées, au niveau international, aux Nations unies. La France est membre permanent du Conseil de sécurité. Si nous pouvons faciliter l'organisation de tout cela, nous le ferons. Voilà exactement notre rôle, parce que nous sommes les amis des l'Afrique, des Africains et que, comme tous les Africains, nous pensons que le terrorisme est quelque chose d'extrêmement dangereux qu'il faut combattre.

Q - Monsieur le Ministre, avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, quelle sera la coopération entre le Tchad et la France ?

R - Il y a un changement de président de la République, un changement de gouvernement, mais les relations d'amitiés demeurent. Le Tchad et la France, depuis très longtemps, ont des relations d'amitié, de partenariat. Nous appelons cela un partenariat. Et pour nous, nous voulons que ce partenariat soit un partenariat d'égal à égal avec le Tchad, bien sûr, et avec d'autres pays de la région. Nous devons respecter nos interlocuteurs. Il faut que, dans le partenariat, chacun trouve son intérêt. Il importe donc que nous aidions au développement du Tchad et, qu'en même temps, le Tchad comprenne ce qu'est la position de la France. Je crois que c'est le cas et je pense que le changement de gouvernement en France va permettre d'avoir une relation apaisée et développée avec l'ensemble des pays d'Afrique et singulièrement avec le Tchad. J'ai ainsi trouvé dans le président Déby, que j'ai déjà rencontré il y a quelques années, un interlocuteur extrêmement ouvert à ce partenariat dont je me réjouis.

4. Déplacement au Tchad - Entretien du ministre des Affaires étrangères, M. Laurent Fabius, avec l'«AFP»

J'ai fait une étape pour rencontrer le président Déby en raison, d'une part, de la coopération entre le Tchad et la France et, d'autre part, parce que le président Déby connaît très bien la situation dans la région.

Nous avons donc abordé les questions bilatérales sur lesquelles existent des partenariats. Ils vont être développés. Nous avons aussi abordé la question du Sahel, du Mali et du terrorisme, et le diagnostic du président Déby est un diagnostic très sévère. C'est-à-dire qu'il constate le développement du terrorisme au Nord-Mali et il estime que cela constitue une menace, pas seulement pour le Mali mais - je le pense aussi - pour l'ensemble des pays de la sous-région. Nous avons donc discuté de cela. La communauté internationale doit être consciente de cette menace et examiner les moyens d'agir de façon active. C'est donc une visite utile et, maintenant, après ces quelques jours de tournée africaine, nous allons retourner à Paris.

Q - Le Tchad s'est-il montré disposé à envoyer des troupes, éventuellement pour appuyer la CEDEAO, pour combattre le terrorisme ?

R - Nous n'en sommes pas encore à examiner les précisions de telle ou de telle mesure. Mais, ce qui est certain, c'est qu'à partir du moment où les pays africains considèrent que le terrorisme est une menace pour chacun d'entre eux, il y a une logique à ce que chacun participe à cet effort. Après, il faut décider des mesures concrètes. Ce n'est pas mon rôle de le faire. La France est un facilitateur. Ce n'est pas à nous mais d'abord aux Africains de prendre la décision. Mais j'ai senti chez le président Déby une conscience profonde de la gravité de la menace. Cela est sûr.

Q - Monsieur le Ministre, avez-vous évoqué la question lancinante de la présence de l'armée française au Tchad qui était en discussion entre la France et le Tchad ?

R - Nous n'avons pas abordé cette question.

Source :

<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2012-07-30.html#Chapitre3>